

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE**

**N°61 du 17 août 2018**



## **S o m m a i r e**

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Arrêté du 17 août 2018 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau au sein de la zone d'alerte Mossig, Bruche, Ehn, Andlau, Giessen, Liepvrette dans le département du Haut-Rhin 2

Arrêté du 17 août 2018 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau au sein de la zone d'alerte Ill amont dans le département du Haut-Rhin 7

Arrêté du 17 août 2018 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau dans les communes de la plaine du Rhin traversées par un cours d'eau phréatique 12



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

Direction départementale des territoires  
service de l'eau, de l'environnement et  
des espaces naturels

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17/08/2018

portant limitation provisoire de certains usages de l'eau  
au sein de la zone d'alerte Mossig, Bruche, Ehn, Andlau, Giessen, Liepvrette  
dans le département du Haut-Rhin

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et en particulier ses articles L.211-3 et R.211-66 à R.211-70 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 2212-2, L.2212-5, L2215-1 ;
- Vu** le code de la santé publique et notamment le titre II du livre III (partie législative et réglementaire) ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin du Rhin approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 30 novembre 2015 ;
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 26 juillet 2012 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie dans les bassins versants du Rhin Supérieur ;
- Vu** l'avis du comité de suivi de la sécheresse du Haut-Rhin du 10 août 2018 ;
- Considérant** le fort déficit pluviométrique constaté depuis quelques mois sur l'ensemble du département du Haut-Rhin ;
- Considérant** la situation hydrologique qui en résulte et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
- Considérant** les liens étroits existant entre les nappes d'eaux souterraines d'accompagnement des cours d'eau et les cours d'eau (échanges nappe – cours d'eau) ;
- Considérant** que cette situation d'étiage entraîne une forte dégradation du milieu et ne permet plus de garantir le maintien de la vie aquatique et notamment piscicole ;
- Considérant** que dans ce contexte il convient de mettre en place des mesures de restriction d'usages de l'eau en adéquation avec la situation d'alerte renforcée

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

## ARRETE

### ARTICLE 1er : Mesures générales

A compter de la date de signature du présent arrêté, la zone d'alerte **Mossig, Bruche, Ehn, Andlau, Giessen, Liepvrette** est placée en situation d'alerte renforcée

Les mesures de restrictions d'usage de l'eau mentionnées aux articles suivants sont applicables à compter de la date de signature du présent arrêté, et pour une période allant jusqu'au 17 septembre 2018. Elles pourront être renforcées, prolongées ou abrogées en tant que de besoin en fonction de l'évolution la situation météorologique et hydrologique.

Il est rappelé qu'en dehors des services incendie, tout puisage d'eau sur les poteaux et bouches incendie est strictement interdit, sauf s'il a été autorisé par le service gestionnaire du réseau d'eau concerné.

### ARTICLE 2 : Mesures de restriction d'usages de l'eau

Ces mesures s'appliquent aux communes listées en annexe1

#### 2-1. Consommations des particuliers et collectivités

Usage	Alerte renforcée
Remplissage des piscines privées à usage familial	Interdiction sauf si chantier en cours
Lavage des véhicules	Interdiction sauf dans les stations professionnelles équipées d'un système de recyclage
Lavages des voiries et des trottoirs Nettoyage des terrasses et façades	Interdiction sauf dérogation pour salubrité publique
Arrosage des pelouses et espaces verts publics ou privés et des terrains de sports (sauf terrains de compétition niveau national)	Interdiction horaire de 9h à 20h
Arrosage des jardins potagers	Interdiction horaire de 9h à 20h Arrosage uniquement manuel ou par goutte à goutte
Alimentation des fontaines publiques	Interdiction pour les fontaines en circuit ouvert
Remplissage des plans d'eau et bassins d'agrément ou mares, hors piscicultures agréées	Interdiction

#### 2-2. Consommations pour des usages industriels et commerciaux hors ICPE

Usage	Alerte renforcée
Arrosage des golfs	Interdiction sauf « green et départs » pour lesquels interdiction horaire de 9h à 20h
Industries, commerces hors ICPE	Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire

#### 2-3. Consommations des usages industriels classés ICPE

Tout exploitant d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) met en place une organisation qui lui permet de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site.

Le registre de prélèvement prévu par le code de l'environnement devra être rempli hebdomadairement.

Les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :

- Pour les usages non liés au process industriel, notamment l'arrosage des espaces verts, le lavage des véhicules, voiries et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles mentionnées au paragraphe 2-1. s'appliquent.
- Pour les usages liés au process industriel, l'exploitant doit se conformer à l'autorisation ICPE qui prévoit des débits de prélèvements variables en fonction de la situation hydrologique. L'exploitant est tenu de réduire les prélèvements au **niveau II** ou équivalent de son arrêté et de mettre en œuvre les dispositions de réduction des rejets qui lui seront prescrites pour les cas de sécheresse dans le cadre de ladite législation.

#### 2-4. Consommations agricoles

Usage	Alerte renforcée
Irrigation des cultures et des prairies par aspersion à partir des cours d'eau canaux ou nappe d'accompagnement	interdites, sauf si elle s'inscrit dans le cadre d'un tour d'eau proposé par la chambre d'agriculture et validé par le service en charge de la police de l'eau.
Irrigation par submersion	Interdiction totale

Les prélèvements ponctuels d'eau pour remplir des citernes mobiles destinées exclusivement à l'abreuvement des animaux au pré sont tolérés, sous réserve de l'accord des propriétaires riverains des cours d'eau concernés et sous réserve de ne pas intervenir sur le profil des cours d'eau (barrages, etc...). Ces dernières interventions sont soumises, préalablement à leur mise en œuvre, au régime de droit commun des interventions sur cours d'eau prévu par le code de l'environnement.

#### 2-5. Rejets dans le milieu

Usage	Alerte renforcée
Travaux ou activités en lit mineur de cours d'eau	Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé, sauf travaux d'urgence devant être autorisés par la police de l'eau
Stations d'épuration	Surveillance accrue des rejets, les délestages directs sont soumis à autorisation préalable et peuvent être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.
Vidanges piscines d'établissements recevant du public	Interdites sauf dérogation
Vidanges des plans d'eau et bassins d'agrément ou mares	Interdiction sauf pour les piscicultures agréées : autorisation nécessaire
Industriels	Si préjudiciables à la qualité de l'eau, peuvent faire l'objet de limitation, voire de suppression à l'appréciation de l'inspection des installations classées

#### ARTICLE 3 : Sanctions

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une peine d'amende contraventionnelle de 5<sup>ème</sup> classe (juqu'à 1 500 € voire 3 000 € en cas de récidive) ainsi qu'aux mesures de police administrative prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 4 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

## ARTICLE 5: Publicité

Le présent arrêté sera adressé, pour affichage pendant la durée de validité, en mairie de chacune des communes listées en **annexe1** en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Il en sera fait mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

À Mmes et MM. les maires des communes concernées,

le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin

le directeur départemental de la sécurité publique,

le président de la chambre d'agriculture d'Alsace

le président de la chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole

le président de la chambre des métiers d'Alsace

le président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

## ARTICLE 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ,

le directeur départemental des territoires,

la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,

le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

le délégué territorial du Haut-Rhin de l'agence régionale de santé,

le colonel du groupement de gendarmerie du Haut-Rhin,

le chef du service départemental de l'agence française de la biodiversité,

le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

et tous les agents assermentés compétents

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 17 AOUT 2018

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

*signé*

Christophe Marx

Annexe n°1

à l'arrêté du 17/08/2018  
portant limitation provisoire de certains usages de l'eau  
dans le Haut-Rhin

Liste des communes concernées par des restrictions d'usage de l'eau

Zone d'alerte Bruche, Ehn, Andlau, Giessen, Liepvrette

NOM [code INSEE]	NOM [code INSEE]	NOM [code INSEE]
LIEPVRE [68185] SAINTE-MARIE-AUX-MINES [68298]	ROMBACH LE FRANC [68283]	SAINTE-CROIX-AUX-MINES [68294]



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DU HAUT-RHIN**

Direction départementale des territoires  
service de l'eau, de l'environnement et  
des espaces naturels

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
DU 17/08/2018**

**portant limitation provisoire de certains usages de l'eau  
au sein de la zone d'alerte III amont  
dans le département du Haut-Rhin**

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code civil et notamment ses articles 640 et 645 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 2212-1, 2212-2 et 2215-1 ;
- VU** le code de la santé publique et notamment son article R 1321-9 ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-3, L 214-7 et R 211-66 à 70 ;
- VU** le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;
- VU** le schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux III-Nappe-Rhin approuvé par le Préfet de la Région Alsace et du Bas-Rhin, et le Préfet du Haut-Rhin le 17 janvier 2005 ;
- VU** l'arrêté-cadre interpréfectoral du 26 juillet 2012 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie dans les bassins versants du Rhin Supérieur ;
- VU** l'avis du comité de suivi de la sécheresse du Haut-Rhin du 10 août 2018.

**CONSIDÉRANT** le fort déficit pluviométrique constaté depuis quelques mois sur l'ensemble du Haut-Rhin ;

**CONSIDÉRANT** la situation hydrologique actuelle qui en résulte sur certains bassins versants du département et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau ;

**CONSIDÉRANT** les liens étroits existant entre les nappes d'eaux souterraines d'accompagnement des cours d'eau et les cours d'eau (échanges nappe – cours d'eau) ;

**CONSIDÉRANT** que la situation d'étiage entraîne une forte dégradation du milieu et ne permet plus de garantir le maintien de la vie aquatique et notamment piscicole ;

**CONSIDÉRANT** que dans ce contexte, il convient de mettre en place des mesures de restriction des usages de l'eau progressives sur certains bassins versants du département ;

**CONSIDÉRANT** que l'alimentation en eau destinée à l'alimentation humaine est prioritaire ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de concilier au mieux les usages économiques de l'eau et la préservation de la vie et des milieux aquatiques ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,

## **ARRETE**

### **Article 1er – Objet**

Le présent arrêté définit les mesures de restriction des usages de l'eau à mettre en œuvre sur le territoire des communes mentionnées à l'annexe 1, faisant partie de la zone d'alerte III amont placée en situation d'alerte.

### **Article 2 – Mesures de restriction provisoire d'usage de l'eau**

#### **2-1. Consommations des particuliers et collectivités**

Sont interdits:

- le lavage des véhicules hors des stations professionnelles de lavage de véhicules, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière, ...) et pour les organismes liés à la sécurité ;
- le remplissage, hors première mise en eau après construction, des piscines privées, à l'exception des piscines hors sol d'une capacité inférieure à 2 m<sup>3</sup> ;
- le lavage des voies et trottoirs ;
- l'alimentation des fontaines publiques, hors circuit fermé.

L'arrosage :

- des bacs et massifs fleuris et des jardins potagers est toléré.
- des pelouses, espaces verts publics et privés, des jardins d'agrément, des espaces sportifs de toute nature, stades et des terrains de golf est autorisé uniquement dans les limites horaires 06h00-09h00 et 19h00-23h00

Ces interdictions ou restrictions ne s'appliquent pas à l'utilisation de l'eau des réserves artificielles, constituées préalablement à la publication du présent arrêté.

#### **2-2. Consommations agricoles**

Est interdite, sur le territoire des communes listées en annexe 1, l'utilisation de l'eau des cours d'eau, canaux, nappes d'accompagnement d'un cours d'eau, à des fins d'irrigation agricole, sauf si elle s'inscrit dans le cadre d'un tour d'eau proposé par la chambre d'agriculture et validé par le service en charge de la police de l'eau.

L'irrigation par submersion est interdite.

Les prélèvements ponctuels d'eau pour remplir des citernes mobiles destinées exclusivement à l'abreuvement des animaux au pré sont tolérés, sous réserve de l'accord des propriétaires riverains des cours d'eau concernés et sous réserve de ne pas intervenir sur le profil des cours d'eau (barrages, etc...). Ces dernières interventions sont soumises, préalablement à leur mise en œuvre, au régime de droit commun des interventions sur cours d'eau prévu par le code de l'environnement.

#### **2-3. Consommations pour des usages industriels et commerciaux**

Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire devra être rempli hebdomadairement.



Les mesures générales de restriction, prévues à l'article 2, s'appliquent aux installations industrielles et commerciales, y compris celles soumises au régime des ICPE.

Les installations relevant du régime des installations classées, bénéficiant d'une autorisation individuelle de prélèvement dont l'arrêté d'autorisation prévoit des débits de prélèvements variables en fonction de la situation hydrologique, sont tenus de réduire leurs prélèvements au niveau II ou équivalent de leur arrêté et de mettre en œuvre les dispositions de réduction des rejets qui leur seront prescrites pour les cas de sécheresse dans le cadre de ladite législation.

### **Article 3 – Eau potable**

Il est rappelé qu'en dehors des services incendie, tout puisage d'eau sur les poteaux et bouches incendie est strictement interdit, sauf s'il a été autorisé par le service gestionnaire du réseau d'eau concerné.

Par ailleurs, en cas de pénurie avérée ou pressentie, les maires peuvent prendre des mesures d'économie des usages de l'eau potable plus restrictives, en liaison avec l'agence régionale de santé, dans le cadre de leurs pouvoirs de police municipale.

### **Article 4 – Dispositions diverses**

#### **4-1. Travaux en rivière**

Les travaux en rivières avec des engins mécaniques et réalisés directement dans le lit mineur des cours d'eau sont à différer jusqu'à la levée du présent arrêté de limitation des usages de l'eau. Les interventions à caractère urgent seront soumises à l'avis préalable du service chargé de la Police de l'Eau.

#### **4-2. Travaux préventifs de curage des réseaux d'assainissement**

Les collectivités compétentes sont invitées à diligenter des travaux préventifs de curage des réseaux d'assainissement et pluviaux afin de limiter les risques de pollution lors des orages.

#### **4-3. Vidange et remplissage des étangs ou plans d'eau**

Le remplissage ou la vidange des étangs et des plans d'eau est interdit. Seuls les prélèvements par dérivation en réalimentation régulière sont autorisés dans la limite des débits minimums possibles imposés par les règlements d'eau. Une attention particulière sera apportée au respect des débits réservés pour le cours d'eau, conformément à la réglementation en vigueur.

#### **4-4. Manoeuvre des ouvrages hydrauliques et maintien des débits réservés**

Les manœuvres rapides des vannes des ouvrages de retenue pouvant modifier le régime hydraulique des cours d'eau sont interdites. Les fonctionnements par éclusées sont interdits.

Toutes les vannes ou installations hydrauliques (notamment des moulins et usines hydroélectriques) devront rester en position pour maintenir des niveaux d'eau et des débits stables sauf dérogation à demander au service chargé de la police de l'eau. Les niveaux légaux de retenues et les débits réservés imposés par les règlements d'eau seront strictement respectés.

Voies Navigables de France veillera à assurer une exploitation optimisée de ses prélèvements d'eau dans le milieu naturel afin d'alimenter les canaux. A ce titre, le nombre des éclusées sera limité au maximum en regroupant les bateaux de plaisance.

### Article 5 – Durée

Les dispositions ci-dessus sont d'application immédiate et pour une période allant jusqu'au 17 septembre 2018. Elles pourront être modifiées, abrogées ou prolongées en tant que de besoin, en fonction de l'évolution des situations météorologique et hydrologique.

### Article 6 – Sanction des infractions

Les infractions aux mesures prescrites par le présent arrêté seront punies de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

### Article 7 – Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### Article 8 – Publicité

Le présent arrêté sera adressé, pour affichage pendant la durée de validité, en mairie de chacune des communes listées en annexe1 en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Il en sera fait mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

À Mmes et MM. les maires des communes concernées,  
le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin  
le directeur départemental de la sécurité publique,  
le président de la chambre d'agriculture d'Alsace  
le président de la chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole  
le président de la chambre des métiers d'Alsace  
le président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

### Article 9 – Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,  
le directeur départemental des territoires,  
la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,  
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
le délégué territorial du Haut-Rhin de l'agence régionale de santé,  
le colonel du groupement de gendarmerie du Haut-Rhin,  
le chef du service départemental de l'agence française de la biodiversité,  
le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,  
et tous les agents assermentés compétents  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le

17 AOÛT 2018

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

*signé*

Christophe Marx

Annexe n°1

à l'arrêté du 17/08/2018  
portant limitation provisoire de certains usages de l'eau  
dans le Haut-Rhin

Liste des communes concernées par des restrictions d'usage de l'eau

Zone d'alerte III amont

NOM [code INSEE]	NOM [code INSEE]	NOM [code INSEE]
ALTENACH [68002]	HAUSGAUEN [68124]	PFETTERHOUSE [68257]
ALTKIRCH [68004]	HEIMERSDORF [68128]	RAEDERSDORF [68259]
ASPACH [68010]	HEIWILLER [68131]	RETZWILLER [68268]
BALLERSDORF [68017]	HINDLINGEN [68137]	RIESPACH [68273]
BELLEMAGNY [68024]	HIRSINGUE [68138]	ROMAGNY [68282]
BENDORF [68025]	HIRTZBACH [68139]	ROPPENTZWILLER [68284]
BERENTZWILLER [68027]	HUNDSBACH [68148]	RUEDERBACH [68288]
BETTENDORF [68033]	ILLTAL [68240]	SAINT-COSME [68293]
BETTLACH [68034]	JETTINGEN [68158]	SAINT-ULRICH [68299]
BIEDERTHAL [68035]	KIFFIS [68165]	SCHWOBEN [68303]
BISEL [68039]	KNœRINGUE [68168]	SEPPOIS-LE-BAS [68305]
BOUXWILLER [68049]	KœSTLACH [68169]	SEPPOIS-LE-HAUT [68306]
BRECHAUMONT [68050]	LARGITZEN [68176]	SONDERSDORF [68312]
BRETTEN [68052]	LEVONCOURT [68181]	STEINSOULTZ [68325]
CARSPACH [68062]	LIEBSDORF [68184]	STERNENBERG [68326]
CHAVANNES-SUR-L'ETANG [68065]	LIGSDORF [68186]	STRUETH [68330]
COURTAVON [68067]	LINDSORD [68187]	TAGOLSHEIM [68332]
DANNEMARIE [68068]	LUCELLE [68190]	TAGSDORF [68333]
DIEFMATTEN [68071]	LUEMSCHWILLER [68191]	TRAUBACH-LE-BAS [68336]
DURLINSDORF [68074]	LUTTER [68194]	TRAUBACH-LE-HAUT [68337]
DURMENACH [68075]	MAGNY [68196]	UEBERSTRASS [68340]
ELBACH [68079]	MANSPACH [68200]	VALDIEU-LUTRAN [68192]
EMLINGEN [68080]	MERTZEN [68202]	VIEUX-FERRETTE [68347]
ETEIMBES [68085]	MœRNACH [68212]	WALDIGHOFEN [68355]
FELDBACH [68087]	MONTREUX-JEUNE [68214]	WALHEIM [68356]
FERRETTE [68090]	MONTREUX-VIEUX [68215]	WERENTZHOUSE [68363]
FISLIS [68092]	MOOSLARGUE [68216]	WILLER [68371]
FRANKEN [68096]	MUESPACH [68221]	WINKEL [68373]
FRIESEN [68098]	MUESPACH-LE-HAUT [68222]	WITTERSDORF [68377]
FULLEREN [68100]	OBERLARG [68243]	WOLFERSDORF [68378]
GOMMERSDORF [68107]	OBERMORSCHWILLER [68245]	WOLSCHWILLER [68380]
GUEVENATTEN [68114]	OLTINGUE [68248]	



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

Direction départementale des territoires  
service de l'eau, de l'environnement et  
des espaces naturels

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 17/08/2018

**portant limitation provisoire de certains usages de l'eau  
dans les communes de la plaine du Rhin traversées par un cours d'eau phréatique**

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et en particulier ses articles L.211-3 et R.211-66 à R.211-70 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 2212-2, L.2212-5, L2215-1 ;
- Vu** le code de la santé publique et notamment le titre II du livre III (partie législative et réglementaire) ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin du Rhin approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 30 novembre 2015 ;
- Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux III-Nappe-Rhin approuvé par le préfet de la région Alsace et du Bas-Rhin, et le préfet du Haut-Rhin le 17 janvier 2005 ;
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 26 juillet 2012 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie dans les bassins versants du Rhin Supérieur ;
- Vu** l'avis du comité de suivi de la sécheresse du Haut-Rhin du 10 août 2018 ;
- Considérant** le fort déficit pluviométrique constaté depuis quelques mois sur l'ensemble du département du Haut-Rhin ;
- Considérant** la situation hydrologique qui en résulte et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement
- Considérant** les liens étroits existant entre les nappes d'eaux souterraines d'accompagnement des cours d'eau et les cours d'eau (échanges nappe – cours d'eau) ;
- Considérant** que cette situation d'étiage entraîne une forte dégradation du milieu et ne permet plus de garantir le maintien de la vie aquatique et notamment piscicole ;

**Considérant** que dans ce contexte il convient de mettre en place des mesures de restriction d'usages dans les communes de la plaine du Rhin traversées pour un cours d'eau phréatique,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## ARRETE

### ARTICLE 1er : Mesures générales

Le présent arrêté définit les mesures de restriction des usages de l'eau à mettre en œuvre sur le territoire des communes listées à l'**annexe 1**

Les mesures de restrictions d'usage de l'eau mentionnées aux articles suivants sont applicables à compter de la date de signature du présent arrêté, et pour une période allant jusqu'au 17 septembre 2018. Elles pourront être renforcées, prolongées ou abrogées en tant que de besoin en fonction de l'évolution la situation météorologique et hydrologique.

Il est rappelé qu'en dehors des services incendie, tout puisage d'eau sur les poteaux et bouches incendie est strictement interdit, sauf s'il a été autorisé par le service gestionnaire du réseau d'eau concerné.

### ARTICLE 2 : Mesures de restriction d'usages de l'eau

Sur le territoire des communes listées en annexe 1, les prélèvements dans les cours d'eau dont l'alimentation est assurée par les affleurements de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace inscrits au SAGE III-nappe Rhin sont interdits.

### ARTICLE 3 : Sanctions

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une peine d'amende contraventionnelle de 5<sup>ème</sup> classe (jusqu'à 1 500 € voire 3 000 € en cas de récidive) ainsi qu'aux mesures de police administrative prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 4 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### ARTICLE 5: Publicité

Le présent arrêté sera adressé, pour affichage pendant la durée de validité, en mairie de chacune des communes listées en **annexe1** en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Il en sera fait mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

À Mmes et MM. les maires des communes concernées,

le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Haut-Rhin

le directeur départemental de la sécurité publique,

le président de la chambre d'agriculture d'Alsace

le président de la chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole

le président de la chambre des métiers d'Alsace

le président de la fédération du Haut-Rhin pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

**ARTICLE 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,  
le directeur départemental des territoires,  
la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,  
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
le délégué territorial du Haut-Rhin de l'agence régionale de santé,  
le colonel du groupement de gendarmerie du Haut-Rhin,  
le chef du service départemental de l'agence française de la biodiversité,  
le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,  
et tous les agents assermentés compétents  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 17 AOUT 2018

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

*signé*

Christophe Marx

Annexe n°1

à l'arrêté du 17/08/2018  
portant limitation provisoire de certains usages de l'eau  
dans le Haut-Rhin

Liste des communes concernées par des restrictions d'usage de l'eau pour les prélèvements dans les cours  
d'eau phréatiques de la plaine du Rhin

NOM [code INSEE]	NOM [code INSEE]	NOM [code INSEE]
BERGHEIM [68028] BISCHWIHR [68038] COLMAR [68066] FORTSCHWIHR [68095] GRUSSENHEIM [68110]	GUEMAR [68113] HORBOURG-WIHR [68145] ILLHAEUSERN [68153] JEBSHEIM [68157] MUNTZENHEIM [68227]	PORTE DU RIED [68143] SAINT-HIPPOLYTE [68296] URSCHENHEIM [68345] WICKERSCHWIHR [68366]